

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 février 2024

RELATIF À L'ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE DE LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET
DE LA RADIOPROTECTION POUR RÉPONDRE AU DÉFI DE LA RELANCE DE LA
FILIÈRE NUCLÉAIRE - (N° 2197)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION

AMENDEMENT

N ° CE30

présenté par

Mme Engrand, M. Meizonnet, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Falcon, M. Loubet,
Mme Laporte, M. Tivoli, M. Lopez-Liguori, Mme Sabatini et Mme Florence Goulet

ARTICLE 17

À l'alinéa 3, substituer aux mots :

« est fixée »

les mots :

« peut être révisée ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La rédaction actuelle laisse penser que la durée de l'accord-cadre fixée lors de la passation du marché intégrerait une prise en compte préalable des aléas susceptibles de ralentir le projet.

Cette rédaction n'est pas satisfaisante compte tenu de la nécessité de contraindre dès le départ le délai dans lequel sera réalisé le marché afin de reconstituer rapidement une filière nucléaire en déprise.

Ainsi cet amendement propose de substituer au terme de "fixation", celui de "révision" de la durée de l'accord-cadre. Celui-ci explicite mieux la possibilité d'allonger la durée de l'accord-cadre si un aléa survient effectivement.